



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE

Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement

Unité Départementale du Hainaut  
Parc d'Activités de l'Aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes cedex

Affaire suivie par Caroline BAYART  
Téléphone : 03.27.21.31.65  
Télécopie : 03.27.21.00.54  
caroline.bayart@developpement-durable.gouv.fr

Référence : 2018/V4/CB-167

Prouvy, le 21 AOUT 2018

Le Directeur

à

Monsieur le Directeur

Société METALTECH

80 C, rue Jean Jaures  
59154 CRESPIN

**Objet :** Demande d'enregistrement d'installation classée.  
Projet de création d'un « centre VHU » à Crespin.

**PJ :** Relevé des insuffisances.

Monsieur le Directeur,

Vous avez adressé au préfet une demande d'enregistrement pour l'installation visée en objet.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que mon service a proposé au préfet, qui avait sollicité son avis sur le caractère complet et régulier de votre dossier, de vous inviter à compléter ce dossier car, au regard des dispositions des articles R.512-46-3, 4, 5, 6 du code de l'environnement, le contenu des différents éléments que vous avez fournis ne paraît pas, à ce stade d'examen de la demande, être complet ni contenir les éléments de justification nécessaire à l'instruction du dossier.

Un relevé des insuffisances est joint en annexe.

Aussi, je vous invite à réunir sans tarder ces éléments pour répondre dans les meilleurs délais possibles au préfet, à qui j'ai proposé de considérer votre dossier incomplet.

Restant à votre disposition, je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma considération distinguée.

P Pour le Directeur et par délégation,  
La cheffe de l'Unité Départementale du Hainaut

  
**Isabelle LIBERKOWSKI**

## ANNEXE : RELEVÉ DES INSUFFISANCES

*Les éléments du dossier sont incomplets ou ne sont pas suffisamment développés pour permettre d'apprécier correctement les principales caractéristiques du projet. En application de l'article R512-46-8 du code de l'environnement, il appartient donc au pétitionnaire de compléter son dossier avant d'envisager les consultations prévues aux articles R512-46-11 et suivants du code de l'environnement.*

La demande de déclaration au titre de la rubrique 2710 de la nomenclature des ICPE doit être réalisée de manière séparée du dossier d'enregistrement en établissant la déclaration directement en ligne sur le site internet <https://www.service-public.fr>

Par ailleurs, je vous invite à consulter la note du 25/04/2017 relative aux modalités d'application de la nomenclature des installations classées pour le secteur de la gestion des déchets afin de vous assurer du classement retenu pour les batteries sous cette rubrique 2710.

Le dossier enregistrement doit être accompagné d'un dossier relatif à la demande d'agrément VHU (cf. arrêté ministériel du 02/05/2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage). L'annexe I.1 de la circulaire du 27/08/12 relative aux modalités d'application de l'arrêté précité précise le contenu du dossier de demande d'agrément.

Les plans communiqués ne répondent pas aux exigences requises par l'article R.512-46-4 du code de l'environnement. Les plans doivent donc être modifiés en ce sens et afin d'en avoir une meilleure lecture, il serait opportun d'étudier la possibilité de les transmettre sous un format plus grand (ex : A3).

La surface dédiée à l'installation semble faible. Il y a lieu de confirmer que la surface retenue pour l'activité a bien été calculée selon les modalités décrites au paragraphe 3. Critères de classement pour la rubrique 2712 de la note du 25/04/2017 citée ci-dessus.

Même si le site est déjà occupé par des activités industrielles, il y a lieu de fournir un document permettant d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue par le plan local d'urbanisme ou tout autre document.

### **Analyse de la conformité du projet avec l'arrêté ministériel**

Article 5 : les installations liées à l'activité « centre VHU » ne sont pas positionnées sur le plan (a minima localiser les véhicules en attente de dépollution, les véhicules dépollués, les emplacements dédiés aux stockages des différents fluides extraits, le devenir des pièces démontées...). Un rayon de 100 m doit également figurer afin de s'assurer du respect des prescriptions de cet article. Au regard du plan fourni actuellement, il n'est pas possible d'avoir la certitude quand au respect de cette prescription. Il semble que des terrains d'habitation soient déjà dans le périmètre des 35m ;

Article 8 : les installations liées à l'activité « centre VHU » ne sont pas positionnées sur le plan (a minima localiser les véhicules en attente de dépollution, les véhicules dépollués, les emplacements dédiés aux stockages des différents fluides extraits, le devenir des pièces démontées...). L'échelle doit également être mentionnée sur le plan ;

Article 11 : le dossier précise que la dépollution s'effectuera à l'extérieur. Il y a lieu de préciser où la dépollution sera réalisée. Par ailleurs, il est nécessaire de localiser sur un plan les véhicules en attente de dépollution, les véhicules dépollués, les emplacements dédiés aux stockages des différents fluides extraits, le devenir des pièces démontées... et de préciser si des opérations seront réalisées à l'intérieur du bâtiment ;

Article 13 : fournir un plan localisant les voies d'accès ;

Article 19 : des compléments d'information sur le système de détection et la liste des détecteurs avec leur emplacement sont à fournir dans le cas où des activités et/ou stockages liés à ce projet de « centre VHU » sont prévues à l'intérieur des bâtiments.

Article 20 : les justifications apportées pour le respect de cet article sont insuffisantes et ne permettent pas de s'assurer de la conformité du projet avec cet article. Des compléments sont donc attendus.

Article 21 : transmettre un plan qui permette de repérer le positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi qu'un schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.

Article 41 : il serait utile de communiquer un plan localisant les différentes zones d'entreposage afin de s'assurer du respect de cet article.

Article 42 : le mode opératoire relatif à la dépollution des VHU est à revoir afin de répondre également au cahier des charges de l'agrément centre VHU (cf. annexe I de l'arrêté ministériel du 02/05/2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage). A titre d'exemple, la procédure transmise ne comporte pas la phase de retrait des fluides frigorigènes ou des airbags.

Par ailleurs, le plan au 1/200 indique la présence d'activités visées par les rubriques 2713 et 1532 de la nomenclature des installations classées. Aussi, vous voudrez bien préciser si ces activités atteignent le seuil de la déclaration, si oui, les récépissés devront être transmis ou une déclaration devra être faite en Préfecture via le site internet communiqué ci-dessus.

Enfin, une visite de votre site a été réalisée en 2016 et une lettre de suites vous avez été transmise par courrier du 07/06/2016. Or sauf erreur, vous n'avez pas répondu à ce courrier. Aussi, il est nécessaire de confirmer que les engagements annoncés lors de la visite ont réellement été mis en œuvre (ex : notification de changement d'exploitant de Artois Métaux à Métaltech)

